



ETAT DES LIEUX DES TPE

1er trimestre 2025

DU 27 MARS AU 31 MARS 2025
1748 RÉPONDANTS



CONTACT PRESSE : Advocaciz

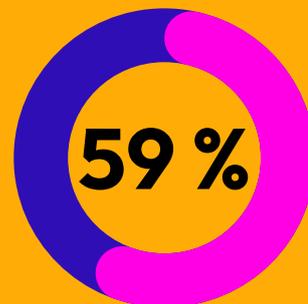
Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

Une conjoncture aggravée pour les TPE



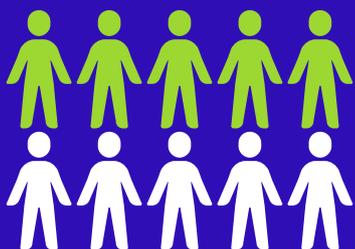
82%

expriment un sentiment négatif



des répondants font face à des difficultés de trésorerie dont 23% « importantes »

1 dirigeant de TPE sur 2



se verse un salaire inférieur au SMIC pour 50h de travail par semaine en moyenne

Baisse du CA pour



Cessation d'activité en 2025

23%

 l'envisagent

Facturation électronique



ne sont pas prêts



ne connaissent pas le coût

Retraite



51%

approuvent la proposition d'allongement de la durée du temps de travail

Pourquoi 88% des TPE ne recrutent pas ?

54%

Coût du travail trop élevé

48%

Situation économique incertaine

SOMMAIRE

.....

- 3** SYNTHÈSE DES RÉSULTATS
- 4** ÉTAT D'ESPRIT
- 5** DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE
- 6** ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
- 7** RELATION CLIENTS FOURNISSEURS
- 8** ACCÈS AU CRÉDIT
- 10** FOCUS PGE
- 13** REVENUS PERSONNELS
- 14** RECRUTEMENT
- 16** FACTURATION ÉLECTRONIQUE
- 17** RETRAITE
- 19** GOVERNEMENT
- 21** LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS



Synthèse

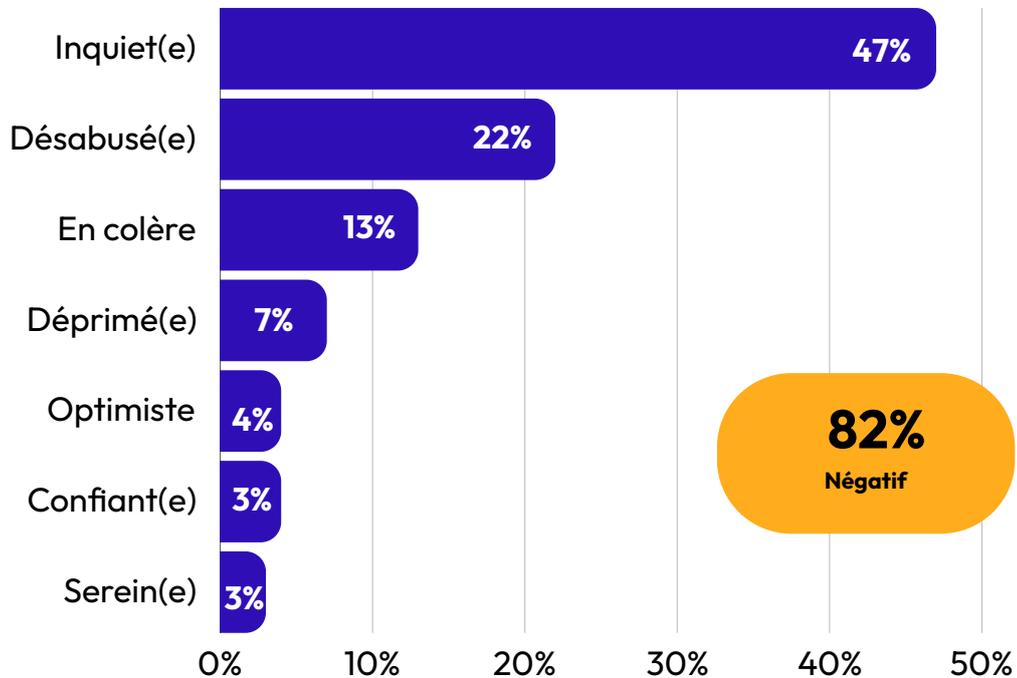
Une conjoncture aggravée pour les TPE

Au premier trimestre 2025, le moral des dirigeants de très petites entreprises (TPE) est en berne : 82% expriment un sentiment négatif, marqué par une inquiétude croissante face à la baisse du chiffre d'affaires, la diminution de la consommation et l'instabilité économique. Les tensions politiques et géopolitiques ajoutent à leurs préoccupations, tout comme les difficultés de trésorerie qui s'aggravent, freinant leur rémunération et leur capacité à investir.

Face à des charges en hausse, des délais de paiement qui s'allongent et un accès au crédit de plus en plus restreint, de nombreux entrepreneurs envisagent de cesser leur activité. Parallèlement, le remboursement des PGE pèse lourdement sur leur équilibre financier. Enfin, malgré un marché de l'emploi tendu, la majorité des TPE peinent toujours à recruter. Dans ce contexte incertain, l'adaptation aux nouvelles obligations, comme la facturation électronique, et les réflexions sur la retraite et le temps de travail soulignent les nombreux défis à venir.

État d'esprit

Quel est votre état d'esprit actuel en qualité de chef d'entreprise ?

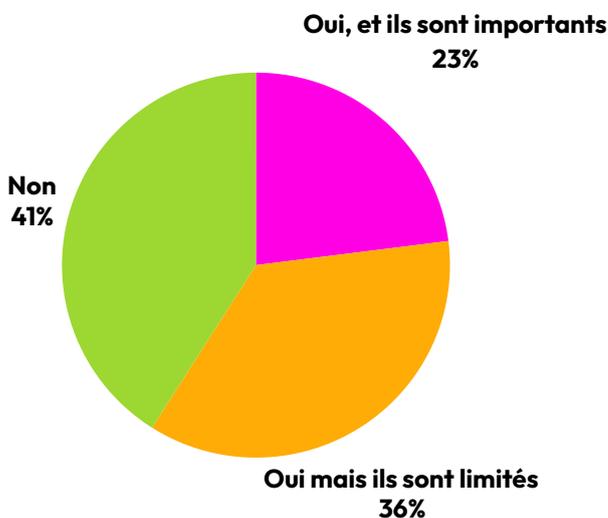


**L'état d'esprit reste majoritairement négatif.
L'inquiétude des chefs de petites entreprises
augmente par rapport au T4 2024.**

Le taux de personnes inquiètes passe de 32% à 47%.

Difficultés de trésorerie

Faites-vous actuellement face à des problèmes de trésorerie ?



59% des TPE ont des difficultés de trésorerie à des degrés divers.

Ce chiffre s'élève à 73% lorsqu'elles ont un PGE*

Les causes



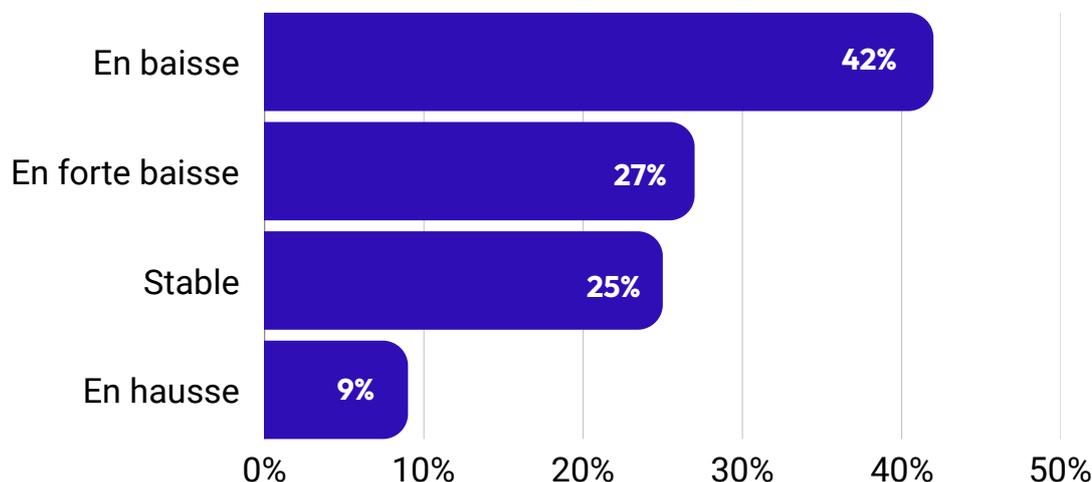
Témoignages

“ L'Etat (charges sociales et patronales), les assurances, mutuelles, le gaz, l'électricité, loyers etc... Tout augmente !!!! Et nous ne pouvons pas augmenter nos prix à la hauteur des prélèvements sous peine de perdre des marchés. ”

“ Très compliqué de continuer à exister en tant que commerce de détail .Il faut trouver soi-même des ressources encore et toujours. L'avenir du commerce de proximité est plus que compromis dans l'état actuel des choses. ”

Évolution du Chiffre d'Affaires

Comment qualifieriez-vous votre niveau d'activité au premier trimestre 2025 comparé au trimestre précédent (T4 2024) ?



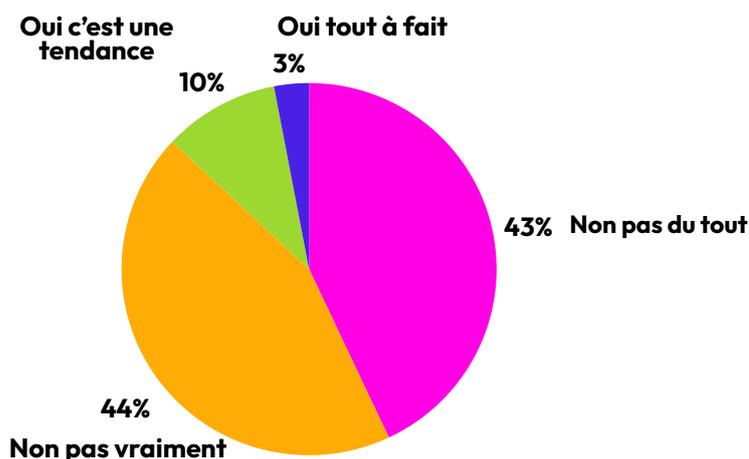
Diminution du chiffre d'affaires pour **69% des TPE** au T1 2025 par rapport au T4 2024.



23%

d'entre eux pensent **cesser leur activité** au cours de l'année 2025. Au T4 2024, seuls 17% à envisageaient une cessation au cours de l'année 2025.

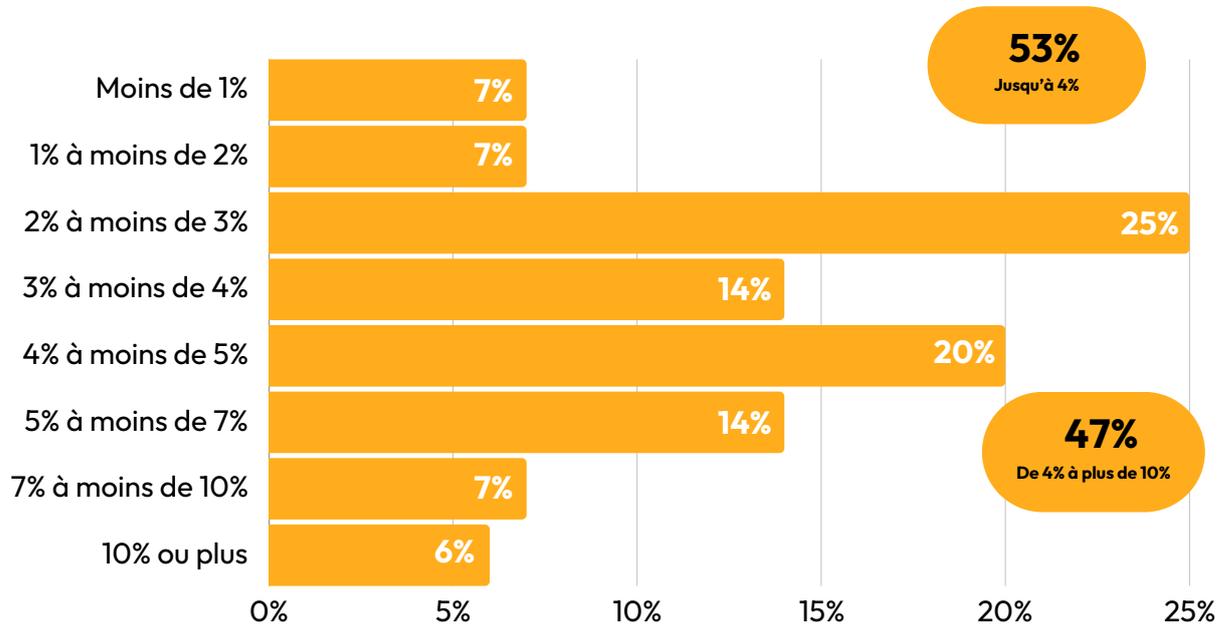
Notez-vous un regain de consommation depuis le 1er janvier 2025 ?



Pas de regain de consommation pour 87% des TPE

Relation clients/fournisseurs

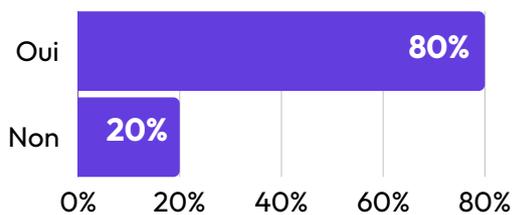
Quel est le niveau moyen des augmentations imposé par vos fournisseurs depuis le 1er janvier 2025 ?



Corps

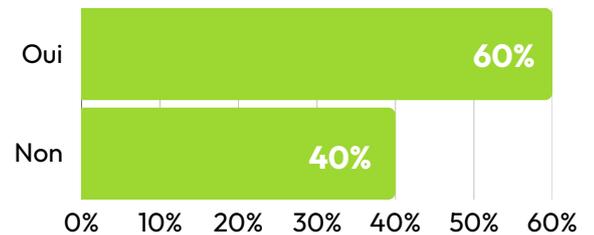
B2C

Constatez-vous une baisse du panier moyen de votre clientèle ?

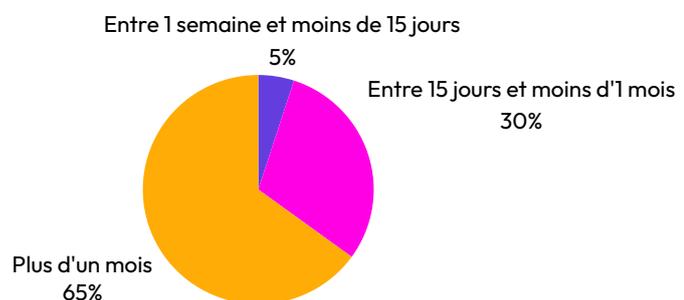


B2B

Rencontrez-vous des retards de paiements de la part de vos clients ?

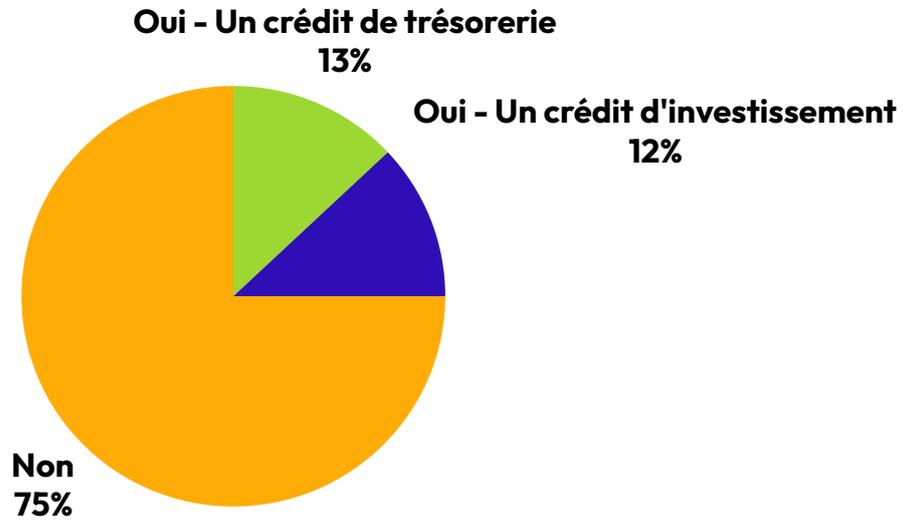


Quels sont les délais de ces retards ?



Crédits

Avez-vous sollicité un crédit bancaire sur les 6 derniers mois ?

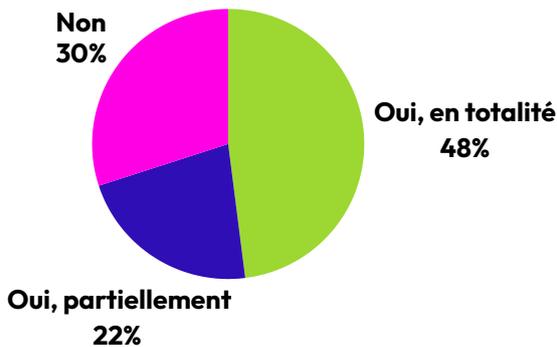


25% des entreprises ont sollicité les banques au T1 2025.*
C'est 2% de plus que l'année 2024

*34% pour les entreprises titulaires d'un PGE (voir pages 20 et suivantes Focus PGE)

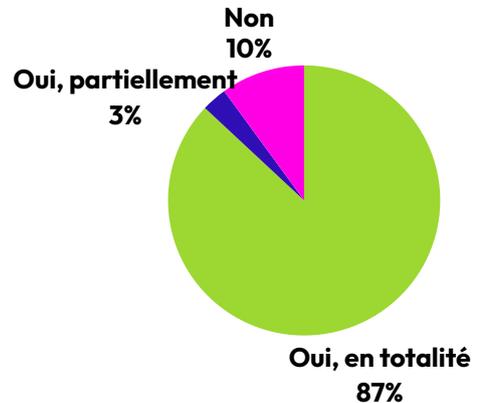
Crédit de trésorerie

Cette demande de crédit a-t-elle été acceptée ?



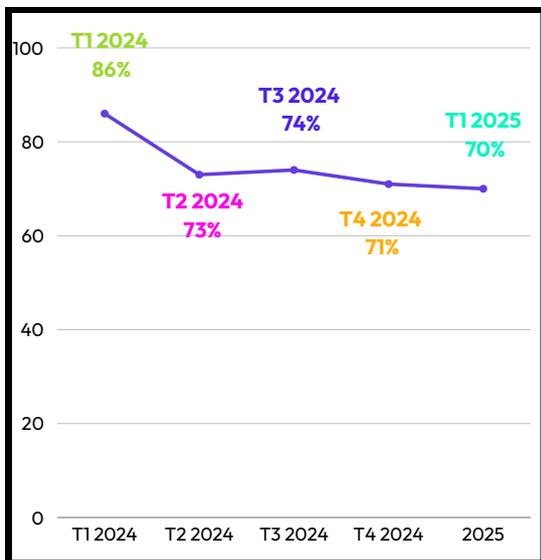
Crédit d'investissement

Cette demande de crédit a-t-elle été acceptée ?



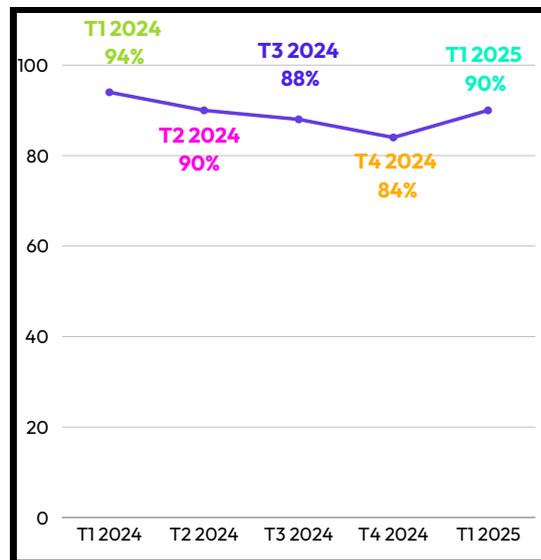
Crédit de trésorerie

Evolution du taux d'acceptation



Crédit d'investissement

Evolution du taux d'acceptation

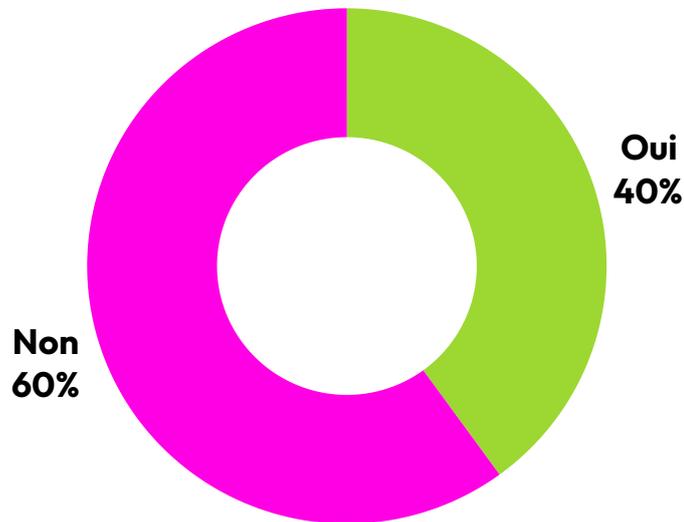


Raisons données par la banque en cas de refus :

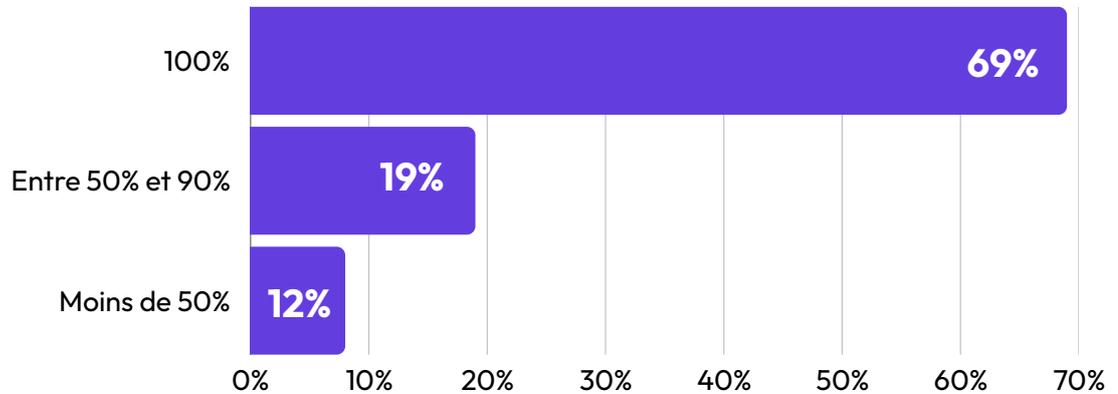
- secteur d'activité
- Pas de réponse des banques
- Microentreprise
- Baisse trésorerie
- Problème de trésorerie**
- Incidents de paiements
- Pas de crédit pour les CHR
- PGE en cours**
- demande trop tardive
- Activité sur liste rouge
- Manque de stabilité du marché**
- Trop d'endettement

Focus PGE

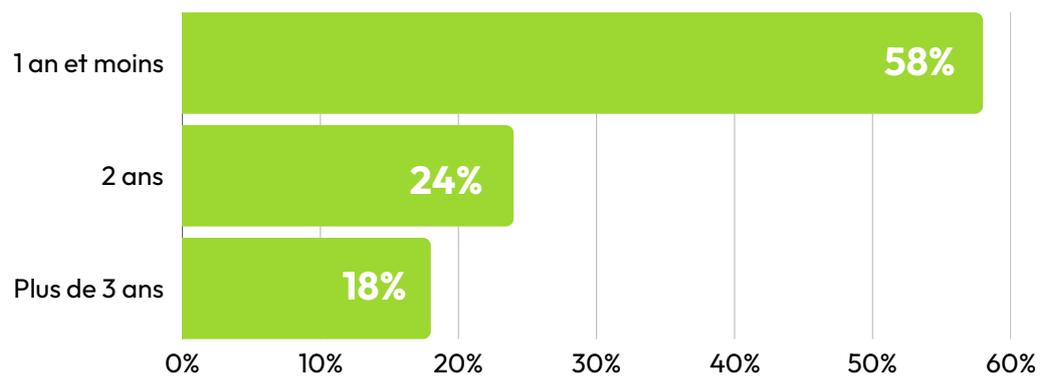
Avez-vous un PGE en cours de remboursement ?



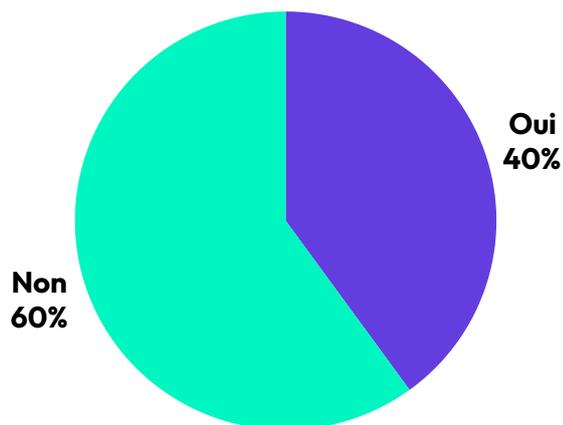
Quelle part de votre PGE avez-vous consommée à ce jour ?



Durant combien de temps encore devez-vous rembourser ce PGE ?

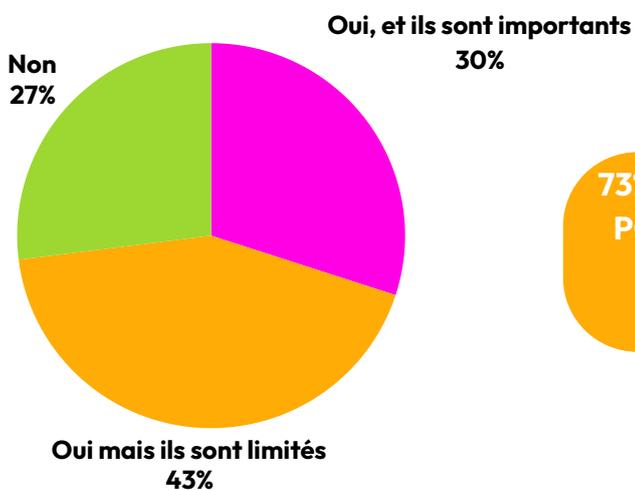


Éprouvez-vous des difficultés à rembourser ce PGE ?



Les résultats qui vont suivre concernent les entreprises qui sont en cours de remboursement d'un PGE

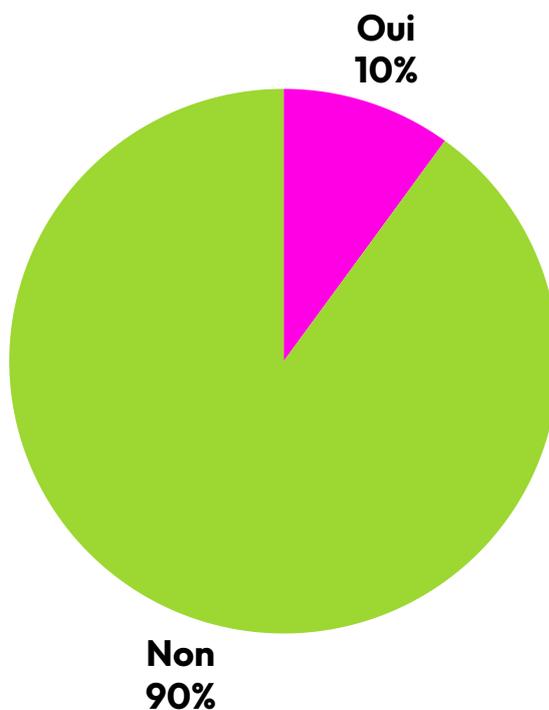
Faites-vous actuellement face à des problèmes de trésorerie ?



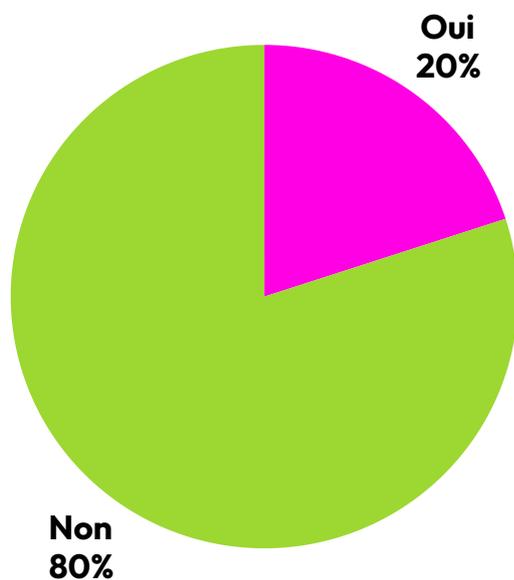
73% des entreprises qui remboursent le PGE ont des problèmes de trésorerie contre 49% pour celles qui ne le remboursent pas

**Les résultats qui vont suivre concernent les entreprises
qui sont en cours de remboursement d'un PGE
ET rencontrent des problèmes de trésorerie**

**Avez-vous sollicité votre banque pour renégocier l'étalement du solde
restant dû de votre PGE ?**

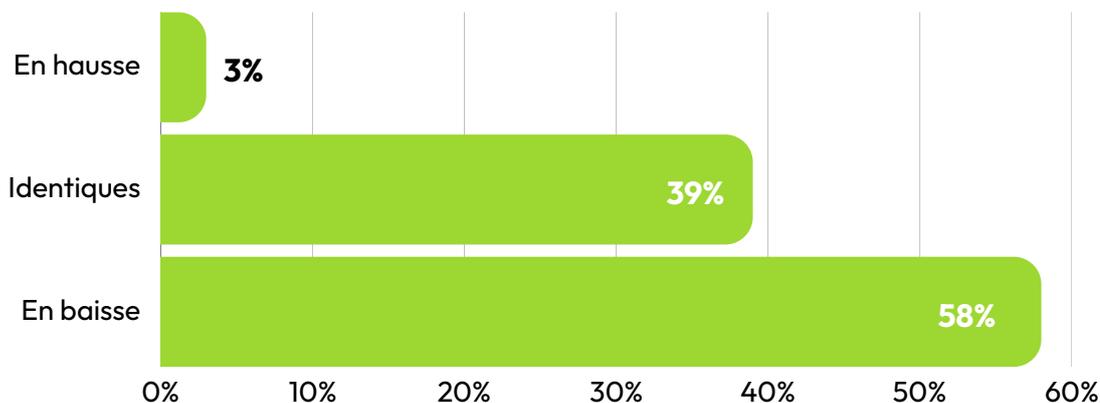


Est-ce que cette demande a été acceptée ?

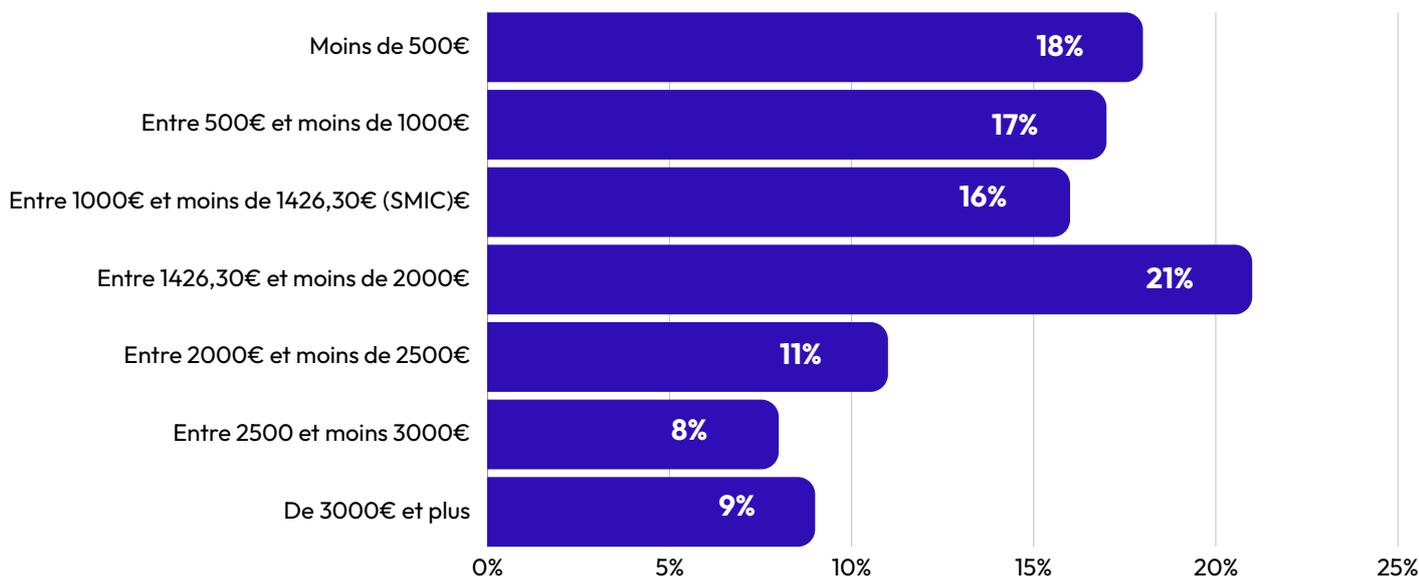


Revenus personnels

Au premier trimestre 2025, par rapport à 2024, vos revenus personnels sont :



Au premier trimestre 2025, vos revenus personnels sont de (en moyenne par mois)

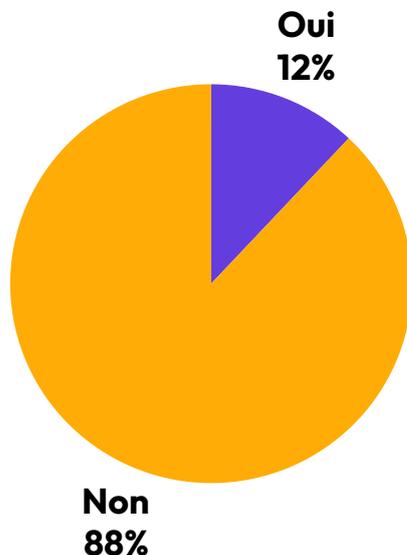


51% des chefs d'entreprise ont gagné au plus, l'équivalent du SMIC au premier trimestre 2025

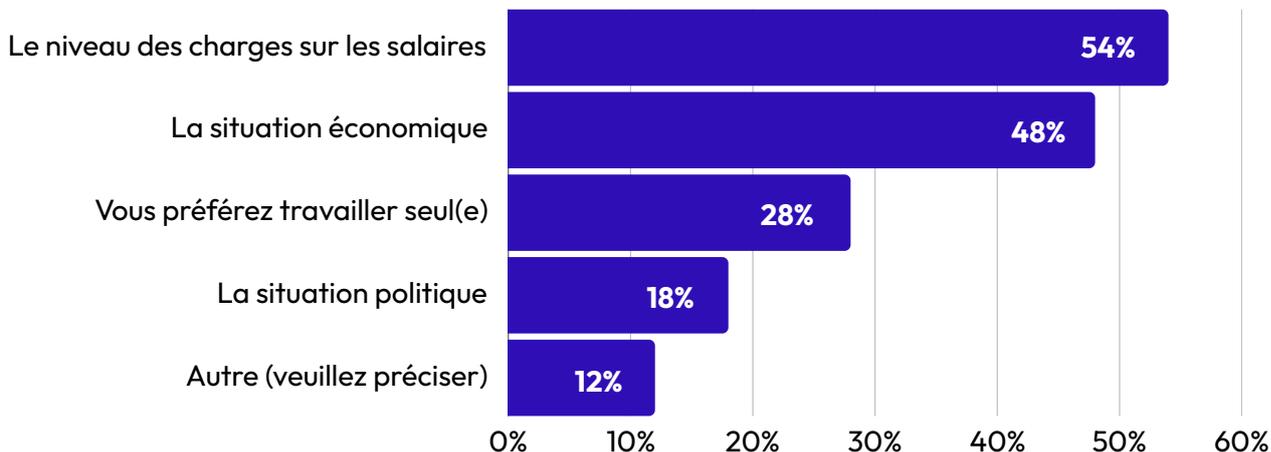
+2 points par rapport à l'année 2024

Recrutement

Êtes-vous actuellement à la recherche de personnel ?



Cette absence de recherche de personnel est-elle en lien avec (plusieurs réponses possibles) :



Les autres raisons :

Manque de candidats **Complexité de trouver un bon salarié**

Problème de trésorerie **Equipe complète**

Manque de temps **Pas assez d'activité**

Pas besoin **Remboursement du PGE**

Complicé et chronophage

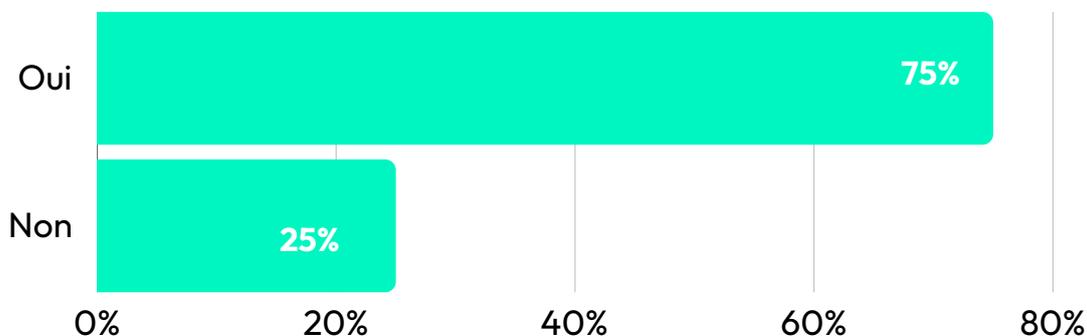
Rencontrez-vous des difficultés de recrutement ?



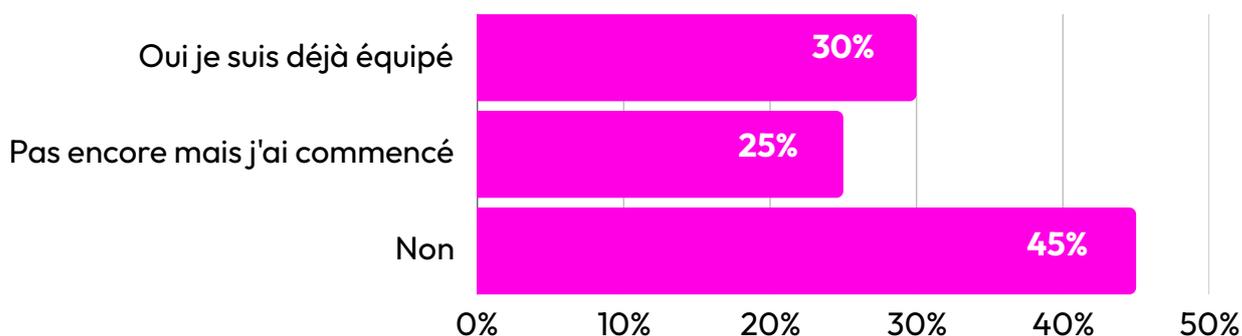
↘
**Contre 98% de oui au
troisième trimestre
2024**

Facturation électronique

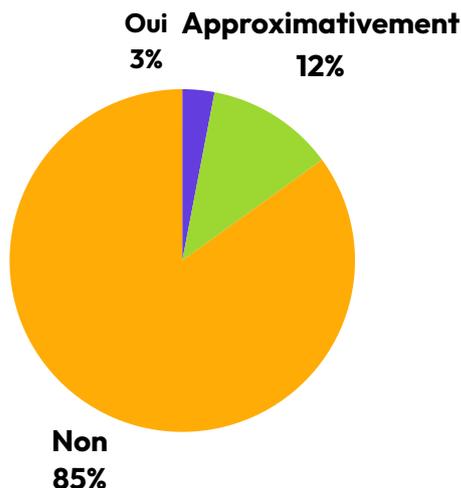
Savez-vous que, en tant que TPE, vous devrez être en capacité de recevoir des factures électroniques à partir de septembre 2026, et d'en émettre à partir de septembre 2027 ?



Vous sentez-vous prêt(e) à passer à la facturation électronique dans les délais prévus ?

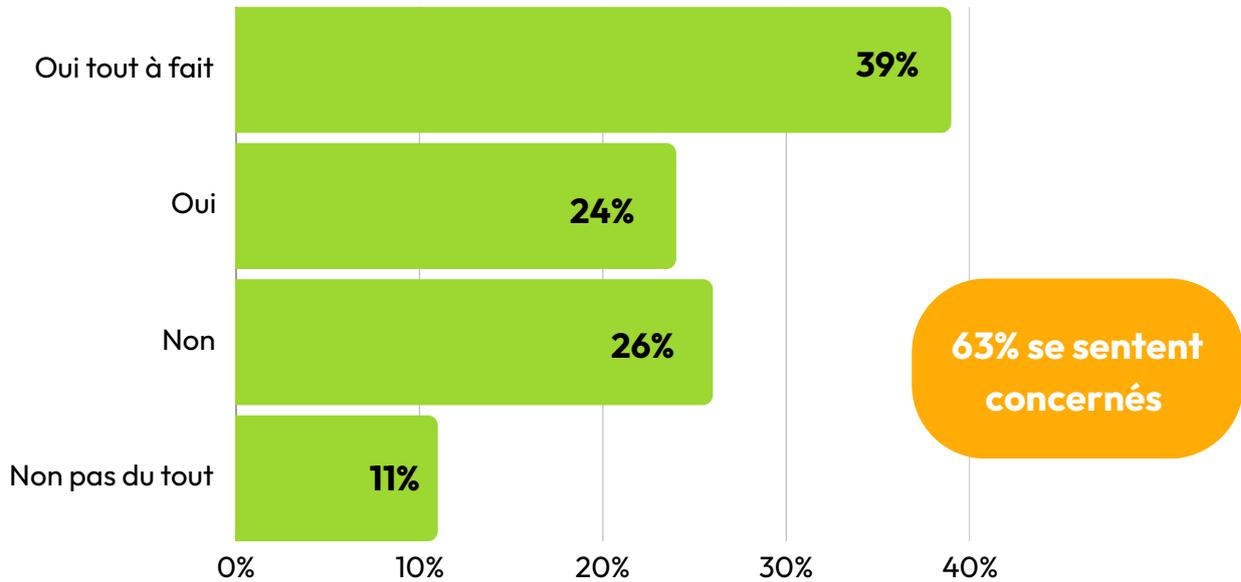


Avez-vous une idée du coût que la mise en place de la facturation électronique pourrait représenter pour votre entreprise ?

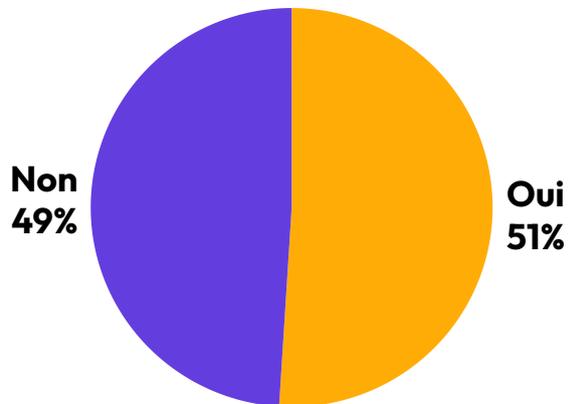


Retraite

Vous sentez-vous concerné(e) par les débats actuels sur la retraite ?

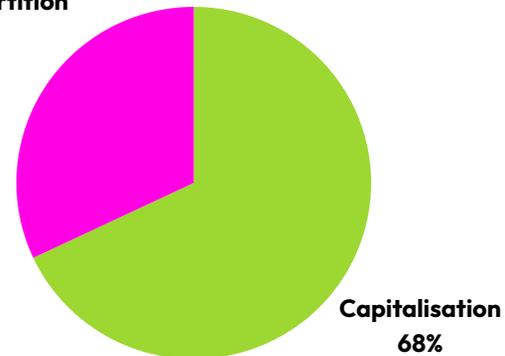


Estimez-vous nécessaire d'augmenter le temps de travail pour le financement des retraites ?

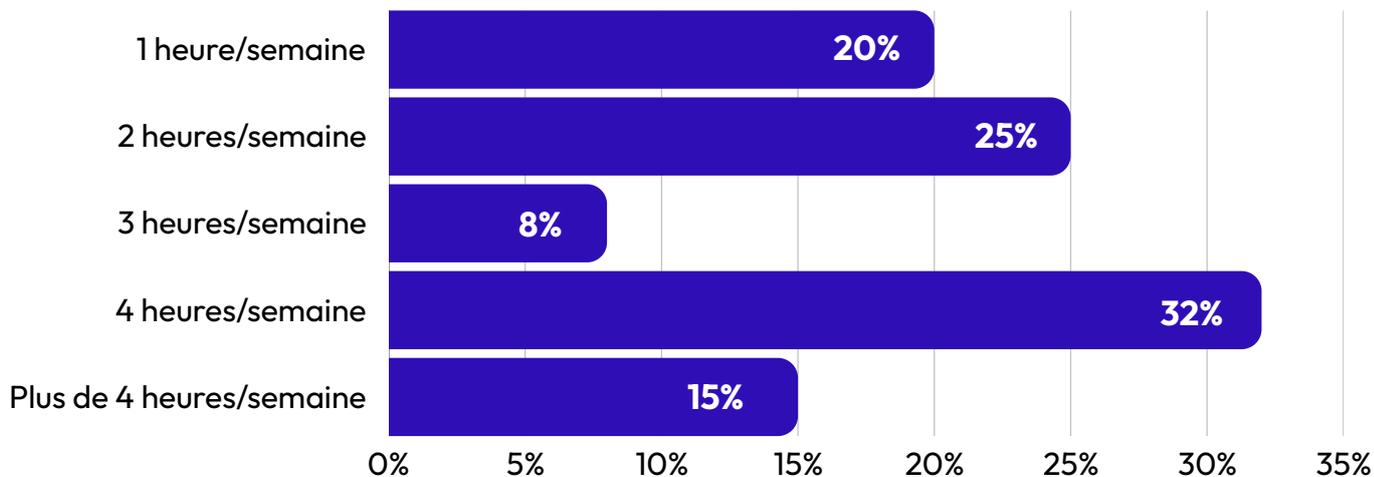


En tant qu'employeur présent ou futur, vers quel système irait votre préférence ?

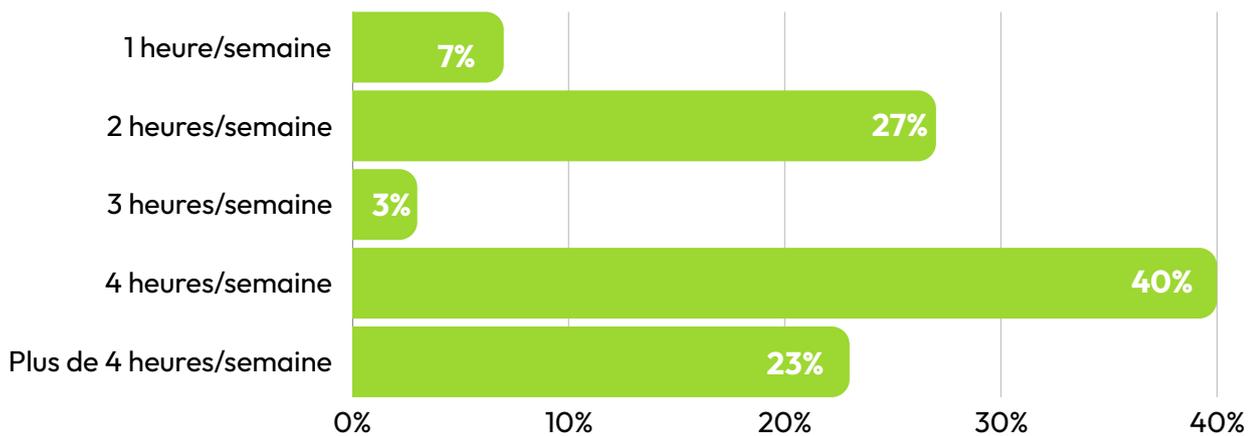
Système par répartition
32%



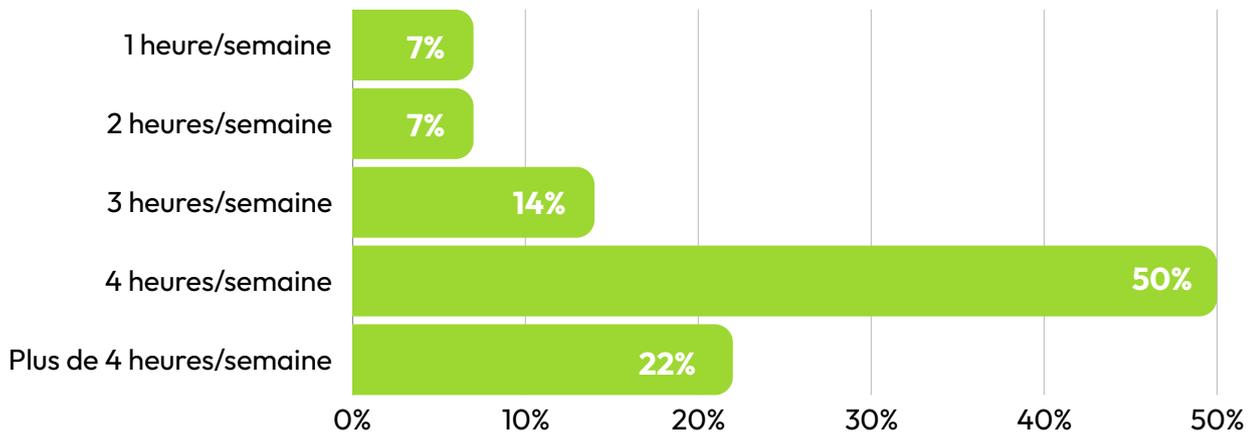
Quel serait le volume de travail supplémentaire qui pourrait être mis en place dans le cadre de votre entreprise ?



Secteur du BTP & Industrie

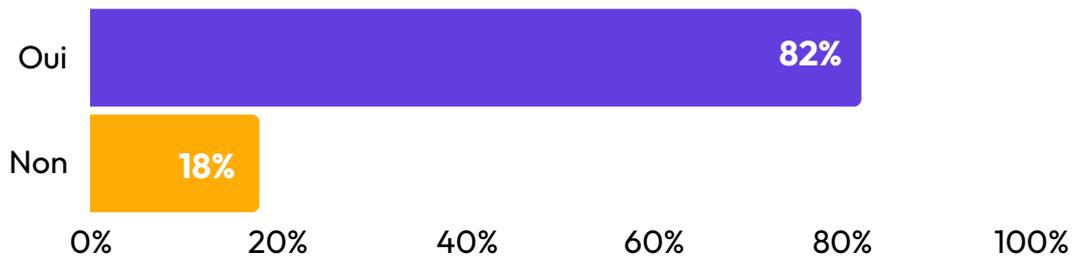


Professions libérales

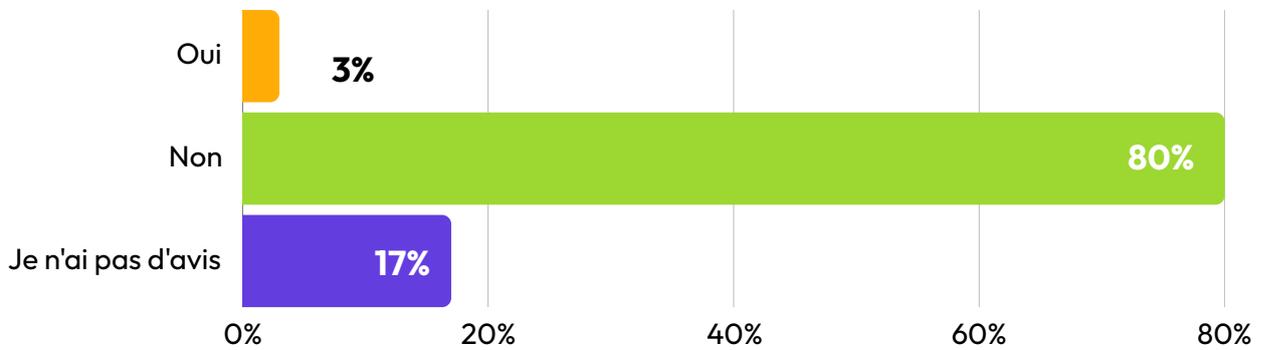


Gouvernement

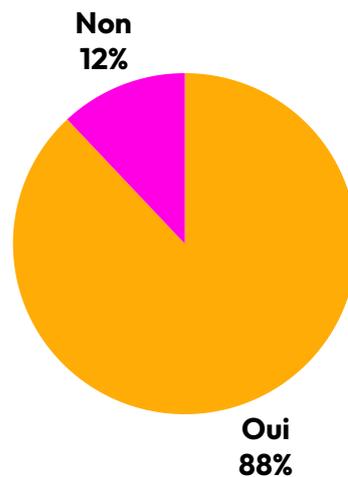
Estimez-vous que la situation politique sur le plan international (Guerre en Ukraine, situation au Moyen-Orient, droits de douane, etc...) a un impact négatif sur votre activité ?



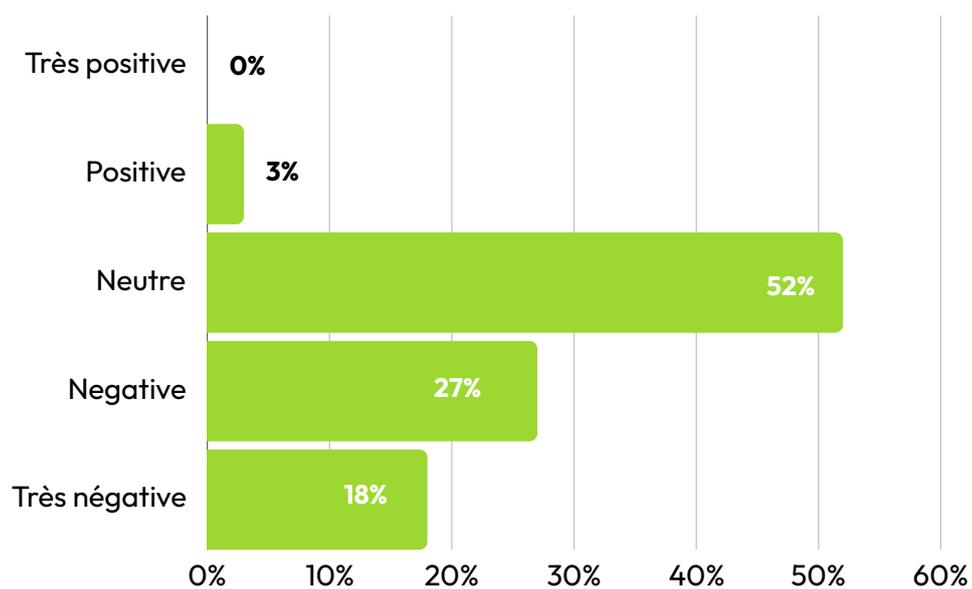
Après désormais plus de 90 jours sans changement de Premier Ministre, estimez-vous que la situation politique en France est désormais stabilisée ?



Est-ce que cette instabilité politique en France a un impact sur votre activité ?



Quelle est votre opinion générale sur les premières actions et perspectives du gouvernement dirigé par François Bayrou ?



Les principaux enseignements

I : Climat des affaires dégradé et confiance en berne

A. À l'issue du premier trimestre 2025, l'état d'esprit des dirigeants de TPE est majoritairement négatif, marqué notamment par une inquiétude croissante

82% des artisans, commerçants, libéraux et dirigeants de TPE **expriment un état d'esprit négatif**, dont 47% se disent « inquiets » quant à l'avenir, soit un taux en forte hausse comparé aux 34% qui affichaient cette inquiétude au T4 2024.

1. Les inquiétudes économiques

De fait, alors que la présente enquête a été réalisée avant la mise en œuvre de l'augmentation des taxes douanières sur les exportations à destination des États-Unis et leurs conséquences économiques, les sujets d'inquiétude ne manquent pas parmi les indépendants :

- **69%** enregistrent un **chiffre d'affaires en baisse** par rapport au dernier trimestre 2024;
- **87%** des TPE **n'ont pas noté de regain de consommation** depuis le début de l'année 2025;
- **80%** constatent une **baisse du panier moyen** de la clientèle.

2. Les inquiétudes politiques et géopolitiques

- **80%** des répondants estiment que **la situation politique en France n'est pas stabilisée** à ce stade, situation qui influe négativement sur leur activité pour 88% d'entre eux. Au demeurant, l'opinion générale sur les premières actions du gouvernement est majoritairement attentiste (52%), voire négative (46%).
- Ils sont encore plus nombreux (**82%**) à s'inquiéter de la **situation géopolitique** (guerre en Ukraine, situation au Moyen-Orient, risques sur les droits de douane – risques avérés depuis l'enquête).

II : Des difficultés financières croissantes et des problèmes de trésorerie

A. **59%** des répondants font face à des difficultés de trésorerie dont 23% « importantes »

Les traditionnelles **augmentations tarifaires des fournisseurs** en début d'année pèsent lourd dans la trésorerie des TPE avec une majorité (60%) ayant subi des augmentations de **plus de 5% depuis le 1er janvier 2025**.

La difficulté de répercuter ces hausses sur leurs propres prix est soulignée, sous peine de perdre des marchés.

B. **Des délais de paiement anormalement longs pour 60% des répondants**

Dans le prolongement de l'alerte lancée par le Médiateur des entreprises lors de son bilan 2024, 60% des TPE travaillant en B2B confirment subir des **délais de paiement anormalement longs pouvant atteindre plus d'un mois pour 25% d'entre elles**, sachant que le seuil de 14 jours est jugé « alarmant ».

Les principaux enseignements

C. La perte de pouvoir d'achat des dirigeants se poursuit : 51% sous le SMIC

Par définition, une entreprise en difficulté ne peut rémunérer correctement son dirigeant. Encore que cette maxime ne soit applicable qu'aux dirigeants de TPE pour qui leur rémunération est bien souvent une variable d'ajustement pour sauver leur trésorerie.

À ce stade, **58% des dirigeants indiquent avoir perçu au T1 2025 une rémunération inférieure à la moyenne de 2024.**

Concrètement, ils sont 51% à travailler pour moins d'un SMIC mensuel.

D. Des intentions de cessation d'activité en hausse

Ils sont désormais **23%** à envisager une cessation d'activité en cours d'année 2025 alors qu'ils n'étaient que **17% dans ce cas à fin 2024.**

Pour rappel, « cessation » ne signifie pas nécessairement « liquidation judiciaire ». C'est ainsi que, selon les chiffres des greffes des tribunaux de commerce, plus de 160.000 entreprises ont fermé volontairement leurs portes en 2024, en plus des 65.000 qui y ont été contraintes par voie judiciaire.

Concrètement, à ce jour, quelle que soit la cause de radiation, **la cessation volontaire est devenue un fait majoritaire (52%)**, plus particulièrement dans le secteur du commerce et parmi des petites structures (entrepreneurs individuels comme sociétés).

Enfin, contrairement à une idée largement répandue, ces radiations ne sont pas uniquement le fait d'entreprises nouvelles qui n'auraient pas trouvé leur équilibre économique mais aussi le fait de structures viables qui ne trouvent pas de repreneur ou pour lesquelles les perspectives de pérennité sont minorées :

- L'âge moyen des entreprises radiées est de 9,8 ans ;
- 64% des entreprises radiées volontairement avaient plus de 5 ans d'ancienneté.

III : Un accès au financement bancaire plus difficile pour la trésorerie

A. Plus de crédits d'investissement mais moins de crédits de trésorerie

Si le taux d'acceptation des crédits d'investissement connaît un regain (90% au T1 2025 contre 84% au T4 2024), **le taux d'acceptation des crédits de trésorerie poursuit sa baisse entamée depuis le T1 2024 pour atteindre 70% au T1 2025.**

Les raisons de refus de crédit de trésorerie fréquemment évoquées par les banques sont notamment les problèmes de trésorerie, le PGE en cours et un trop fort endettement.

Les principaux enseignements

IV : FOCUS : Le PGE accroît la menace sur la pérennité des entreprises

A. Une grande majorité des TPE a consommé l'intégralité de leur PGE

69% des TPE ayant un PGE l'ont **consommé à 100%** à ce jour.

Dans 58% des cas, ces PGE seront remboursés sous 1 an (avril 2026 pour la majorité de l'ensemble des PGE).

B. Des TPE plus fragiles en présence d'un PGE

Pour autant, **40%** des TPE déclarent rencontrer des **difficultés pour rembourser** leur PGE.

De fait, dans 73% des cas, les TPE en cours de remboursement d'un PGE déclarent rencontrer des difficultés de trésorerie. Ce chiffre n'est que de 49% pour celles qui ne sont pas en cours de remboursement d'un PGE.

C. Un faible taux de recours à une procédure d'étalement

Face à ces difficultés, **rare sont ceux (10%) qui sollicitent leur banque** en vue d'obtenir un étalement de leur PGE.

90% des professionnels qui rencontrent des difficultés de trésorerie et sont en cours de remboursement d'un PGE **préfèrent se serrer la ceinture et en finir au plus vite** avec cette dette.

Il peut exister par ailleurs un **phénomène d'auto censure** puisque, parmi les 10% qui ont sollicité leur banque, **seuls 20% ont obtenu un étalement**.

V : Des difficultés structurelles de recrutement

A. 92% des TPE en procédure de recrutement rencontrent des difficultés

Malgré une légère amélioration par rapport au T4 2024, 92% des TPE rencontrent toujours des difficultés de recrutement.

B. La conjoncture économique le dispute au coût du travail parmi les motifs de non-recrutement.

Pour les 88% de professionnels qui ne recrutent pas, si le niveau des charges sur les salaires reste la première cause de l'absence de recrutement (54%), la situation économique est l'autre raison majeure de la non-recherche de personnel pour 48% des TPE.

Au fond, ces deux items recouvrent une même réalité : le coût du travail relativement aux capacités financières des TPE.

Les principaux enseignements

VI : Points d'actualité

A. La facturation électronique

1. 45% ne sont pas prêts

75% des professionnels ayant répondu à l'enquête savent désormais qu'ils seront soumis à la facturation électronique, en réception pour le 01/09/2026 et en émission pour le 01/09/2027. Ils sont du reste 30% à être d'ores et déjà équipés lorsque 25% sont en cours de préparation. En conséquence, seuls 45% n'ont entamé aucune démarche à cet égard.

2. 85% n'en connaissent pas le coût

En tout état de cause, une grande majorité (85%) n'a aucune idée du coût exact pour leur entreprise de cette nouvelle modalité de fonctionnement.

3. Les effets du report de la facturation électronique par la Commission spéciale de l'Assemblée nationale

Un report d'une année ?

Pour mémoire, les dates de mise en œuvre de la facture électronique ont été reportées d'une année, tant en réception qu'en émission.

Cette disposition rencontrera une nouvelle opposition du gouvernement au moment du vote final, au constat des 8 à 10Mds€ de rendement annuel attendus par cette mesure.

Ces chiffres augmentent la légitimité de la demande du SDI visant à la gratuité du dispositif pour les TPE, comme les pouvoirs publics s'y étaient engagés avant de revenir sur leur parole en octobre 2024.

Le maintien de la revendication de gratuité

À ce stade, les établissements bancaires, les opérateurs tiers, les cabinets comptables et bien évidemment Bercy sont les seuls bénéficiaires nets du système.

B. La retraite

1. 63% des indépendants et dirigeants de TPE se sentent concernés

Des règles identiques pour tous

Bien qu'il soit strictement question de la situation des salariés dans les débats sur les retraites, les indépendants et dirigeants de TPE sont manifestement informés que les règles d'âge et de trimestres cotisés sont les mêmes pour tous, y compris donc pour eux.

2. 51% approuvent la proposition d'allongement de la durée du travail

Dans le prolongement de la proposition du SDI qui viserait à augmenter le temps de travail tout au long de la vie en lieu et place d'un allongement de la durée du travail en fin de carrière, ils sont une majorité (51%) à approuver la nécessité d'une augmentation du temps de travail.

Les principaux enseignements

3. Des offres d'allongement de la durée du travail plus présentes dans les secteurs en tension

À l'analyse, les offres d'heures supplémentaires les plus élevées correspondent aux secteurs qui expriment le plus de difficultés à recruter, à savoir le BTP et les professionnels libéraux.

4. Une large préférence pour la capitalisation

En dernier lieu, pour ce qui est des débats sur la capitalisation ou la répartition, une forte majorité (68%) prône la capitalisation comme système le plus opérant pour se constituer une retraite.



Syndicat des Indépendants et des TPE

CONTACT

contact@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97